

Intervention de Julie Coudry, présidente de la Confédération étudiante

Chers camarades,

C'est avec émotion et beaucoup de plaisir que j'interviens aujourd'hui, devant vous, au nom des adhérents, des militants et des responsables de la Confédération Etudiante.

La création de la Confédération Etudiante c'est d'abord un pari. Il y a trois ans nous étions déjà convaincus que les jeunes, les étudiants aspirent à s'engager collectivement mais que ce qu'il manquait, c'était une organisation syndicale étudiante capable de répondre à cette aspiration.

Le pari a été de fonder cette organisation. A sa création, en 2003, la Confédération Etudiante regroupait des étudiants d'une dizaine d'universités. Elle compte aujourd'hui 230 élus dans les conseils d'administration de plus de cinquante universités soit la moitié d'entre elles, et près de 4000 adhérents. En à peine trois ans, avec ces élus dans les conseils d'université la Confédération Etudiante est en passe de rejoindre en juillet le cercle très fermé des organisations étudiantes représentatives nationalement.

En 2003, la CFDT a fait le choix de répondre favorablement à notre demande de soutien dans cette démarche. Je tiens aujourd'hui à saluer ce choix **politique** de la CFDT, et bien sûr à remercier votre secrétaire général, François Chérèque. Remercier aussi Jacky Bontems qui a porté cette décision, toutes celles et tous ceux d'entre vous qui au sein du Bureau National ont pris cette décision.

Il me faut aussi plus particulièrement saluer Alexis Guénégo, l'artisan opiniâtre et passionné qui a rendu possible cette décision.

Dès 2003, nous avons engagé un travail commun, au plan national comme au plan local car nous avons des préoccupations communes : les étudiants salariés et saisonniers, l'insertion professionnelle, les stages, la formation tout au long de la vie, la protection sociale, pour ne citer que les plus évidents.

Mais surtout l'existence nouvelle d'une organisation étudiante comme la Confédération Etudiante, aux côtés de la CFDT, permet de faire bouger les lignes au delà du monde étudiant. Ces derniers mois l'ont largement démontré.

Après plus de deux mois d'une mobilisation exceptionnelle, nous avons gagné le retrait du CPE ! C'en est fini de sa logique de stigmatisation et de pénalisation d'une partie de la population du seul fait de sa jeunesse. Notre avenir mérite mieux que cette politique du « c'est mieux que rien ».

Dans ce qu'il s'est passé durant ces trois mois, je voudrais d'abord souligner la force de la solidarité intergénérationnelle et de l'action convergente des salariés, des étudiants et des lycéens cette fois au profit des plus jeunes.

Ensuite, il faut dire que la fermeté et l'unité relativement inédite de 12 organisations syndicales ont été très importantes. Plus que l'unité par elle-même, ce sont les bases sur lesquelles elle s'est réalisée qui ont été déterminantes dans cette victoire et qui ont fait la grande force de ce mouvement.

Pour les jeunes, et je le crois plus largement encore, la présence de la Confédération étudiante et de la CFDT dans l'intersyndicale a permis de légitimer le mouvement, en montrant qu'il ne s'agissait pas des habituels protestataires qui s'opposent systématiquement à tout ce qui se fait. C'est fort de cette légitimité que le mouvement s'est élargi.

Quel contraste saisissant, mes camarades, entre la réussite de ce mouvement et les résultats « peau de chagrin » de l'appel à la grève générale lancé, en juin 2005, par la CGT. Et dans ces cas là on le sait bien, c'est l'ensemble du syndicalisme qui perd de sa crédibilité.

En 2006, rien à voir ! La base de l'unité a tout d'abord été de porter de bout en bout une revendication unique : le retrait du CPE ! Ensemble, dans l'intersyndicale nous nous sommes battus contre les amalgames et la tentation d'élargir les mots d'ordre. Nous nous sommes battus pour la définition de moyens d'action adaptés à l'objectif.

Et il s'agit bien là de notre démarche syndicale, face à ceux qui cherchent avec des revendications « fourre-tout » à rentrer sur un terrain politique. C'est notre syndicalisme, celui que nous partageons, qui a permis de triompher du CPE !

Tout au long de cette mobilisation la Confédération Etudiante a porté une voix étudiante nouvelle. Elle a été la **seule** organisation de jeunesse à faire le choix de suspendre fermement toute négociation jusqu'au retrait du CPE **et** d'appeler à la levée du blocages des facs le jour même où nous avons obtenu satisfaction.

Et de ce point de vue notre démarche est unique dans le milieu étudiant. C'est ce qui caractérise également la CFDT : c'est la même CFDT qui s'engage pour une réforme des retraites en 2003, et qui s'oppose au CPE en 2006 !

Cette identité syndicale c'est notre force, celle qui a permis de mettre la victoire syndicale au goût du jour. Le retrait du CPE est une véritable victoire pour ceux qui s'engagent avec l'exigence d'améliorer nos vies dans les faits plutôt que de surfer sur les malaises et de nourrir l'amertume.

Bien sur la motivation et le sens de la mobilisation ont dépassé le seul cadre du CPE pour devenir une véritable question sociétale. Au-delà de l'entrée dans la vie active pour notre génération, la question qui s'est posée, c'est comment construire l'avenir, comment retrouver le goût de l'avenir avec un tel héritage ?

Or retrouver le goût de l'avenir c'est une nécessité dans ce pays qui fait subir à sa jeunesse la précarité et un chômage à près de 25 %. Dans un pays qui ampute nos futures marges de choix, et donc de Liberté, par une ardoise de 1100 milliards d'euros de dettes et par des investissements d'avenir en panne. A cela s'ajoutent des comptes sociaux dans le rouge qui pourraient nous fermer le droit à bénéficier de protections sociales efficaces et pérennes en particulier en matière de retraites. Tout cela, sans oublier ce que représente la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour d'une présidentielle.

Constater cela, regarder cette réalité en face, non seulement ce n'est pas sombrer dans le défaitisme et la résignation, mais c'est au contraire tout à fait nécessaire pour changer la donne ! D'ailleurs, nous avons fait la démonstration que nous savons nous faire rebelles à cet avenir qui semble s'imposer à nous.

Beaucoup de choses nous révoltent ! Mais la Confédération Etudiante s'est forgée dans la conviction que les choses peuvent aller mieux demain ; sans vivre dans l'attente exaltée d'un grand soir au nom duquel le présent **et** l'individu sont toujours sacrifiés. Sans non plus vivre prostrés dans l'attente de l'homme ou de la femme providentiel.

La jeunesse de ce pays est animée d'un véritable désir d'avenir. Encore faut-il que ce potentiel ne soit pas détourné ou dévoyé au service de la démagogie ou de l'extrémisme ! Et ne comptons pas sur les extrémistes et les démagogues pour s'en priver ! C'est à nous, à notre syndicalisme qu'il revient de capter cette générosité, c'est

de nous-mêmes qu'il dépend d'être la force d'entraînement pour faire de ce potentiel une chance pour l'avenir.

Dans le monde syndical, il existe deux conceptions du syndicalisme. Chez les salariés c'est entre la CFDT et la CGT. Chez nous les étudiants c'est entre la Cé et l'Unef.

L'Unef, syndicat majoritaire, était et demeure enfermée dans une logique de contestation radicale de toutes les réformes. Comme vous le savez sa raison d'être réside à l'extérieur du monde étudiant et du monde syndical. Répondant à une stratégie clairement partisane, ces militants en sont réduits au rôle de courroie de transmission de « ligne » définie sans eux, hors du milieu étudiant.

Et avec de telles pratiques elle n'obtient par ses actions aucuns résultats concrets pour faire changer les choses.

Ces pratiques détruisent la citoyenneté en germe chez les étudiants. Quel paradoxe quand on voit les efforts déployés par les confédérations syndicales de salariés pour s'adapter, évoluer et revoir leur façon de faire afin de développer le syndicalisme chez les jeunes salariés.

Nous n'avons pas les mêmes conceptions de la solidarité, de la démocratie ou du changement social. Nous n'avons pas la même conception du vivre ensemble et ces désaccords profonds vont continuer à s'exprimer.

Pour ceux qui se sont engagés dans l'aventure de la création de la Confédération Etudiante, l'enjeu c'est d'abord celui de changer la mise en coupe réglée d'un milieu, qui regroupe plus de 2 millions de jeunes par les organisations corporatistes d'une part, et les officines partisanses de l'autre.

Mais, hélas, les bonnes idées ne suffisent pas à s'imposer d'elles mêmes. Dans l'Education Nationale nous sommes face à des organisations majoritaires qui réussissent depuis tant d'années, depuis trop d'années le tour de force de co-gérer le système, de le dénoncer en permanence tout en bloquant toute tentative de réforme.

C'est pourquoi la priorité est pour nous de changer les rapports de forces entre syndicats. Cela signifie travailler spécifiquement à cette conquête, s'armer sur notre identité, nos propositions et notre argumentation. Lors des élections universitaires, nous avons choisi une stratégie de confrontation et de décryptage des deux logiques syndicales qui sont à l'œuvre dans le milieu étudiant. Cela nécessite de s'aguerrir dans la confrontation avec les autres organisations, avec les autres conceptions, et jusqu'avec les autres militants.

Parce que dans ce pays, les ordres établis confortent et maintiennent les inégalités, nous voulons obtenir des résultats ici et maintenant. Nous voulons participer aux changements dont notre société a besoin. Réformer en profondeur le système d'orientation, faire changer la formation pour qu'elle prépare réellement à la vie active, réduire les inégalités, opérer les transformations nécessaires pour que les jeunes puissent accéder à un logement, et qu'ils accèdent également au monde du travail dans d'autres conditions que celles de la précarité.

Nous nous engageons, nous nous mobilisons, nous voulons prendre notre place en toute liberté. Un engagement qui transforme le présent pour façonner l'avenir.

Nous avons la passion de découvrir, d'apprendre, de comprendre la complexité du monde dans lequel nous vivons parce que c'est la condition pour pouvoir le changer.

Nous refusons de céder à la facilité et aux explications simplistes, parce que nous voulons écarter durablement les extrêmes qui sont un frein à la reconquête de la démocratie.

Mes chers camarades, le syndicalisme que nous partageons est une force d'avenir.

Un syndicalisme qui affirme sa capacité autonome d'émancipation des personnes et de transformation progressive de la société, sans préalable politique, sans s'en remettre à la médiation des forces politiques.

Un syndicalisme qui fait de sa propre capacité d'analyse, de proposition, de mobilisation et de négociation un facteur déterminant du changement social.

Un syndicalisme qui se bat pour que l'action syndicale soit un levier d'évolution de la société toute entière.

Alors à n'en pas douter, pour l'avenir de toutes les générations, des plus jeunes aux plus anciennes, ce syndicalisme doit devenir majoritaire dans notre pays.

Pour tout cela, pour ce que vous êtes, pour ce que vous faites, pour les ambitions qui vous animent, je vous remercie et vous dis à bientôt.